



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Rome, 23-27 juin 2014

LE DÉFI FAIM ZÉRO

I. CONTEXTE

1. La persistance de la faim et de la malnutrition dans le monde a remis la sécurité alimentaire et la nutrition au centre des préoccupations des responsables des politiques régionales et mondiales; on estime en effet que 842 millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde, dont la majorité – 827 millions – vivent dans les pays en développement. Ces personnes n'ont pas les moyens de produire suffisamment de nourriture pour elles-mêmes ou de gagner assez d'argent pour en acheter.

2. Compte tenu de prévisions démographiques indiquant que la population mondiale devrait dépasser les neuf milliards d'habitants d'ici à 2050, la FAO estime que la production agricole mondiale devra s'accroître d'environ 60 pour cent par rapport aux niveaux des années 2005-2007 pour satisfaire les besoins alimentaires mondiaux. Cette augmentation pourrait se traduire par la mise en culture de nouvelles terres qui aurait pour effet d'augmenter la pression sur les ressources naturelles existantes, y compris les forêts et les parcours.

3. Pour faire face à ce problème, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé le défi «Faim Zéro» au sommet Rio+20 sur le développement durable, tenu au Brésil, en 2012. Cette initiative, qui vise à éradiquer la faim et à contribuer à améliorer la nutrition à l'échelle mondiale, repose sur cinq piliers:

- **faire en sorte** que tous les enfants de moins de 2 ans aient accès à des aliments nutritifs;
- **permettre** à chacun d'accéder à la nourriture dont il a besoin, à tout moment;
- **garantir** la durabilité de tous les systèmes alimentaires;
- **réduire** la pauvreté rurale et améliorer le bien-être en augmentant la productivité et les revenus des petits exploitants;
- **réduire** autant que possible les pertes alimentaires durant le stockage et le transport ainsi que leur gaspillage par les détaillants et les consommateurs.

4. En mai 2013, la FAO a organisé la Conférence internationale sur les forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dont les principales conclusions ont été présentées et examinées par chaque Commission régionale des forêts. Ce document reflète les recommandations formulées par la Conférence internationale et par les Commissions régionales des forêts sur les mesures à prendre pour renforcer la contribution des forêts et des arbres hors forêts¹ à l'éradication de la faim.

¹ Les «arbres hors forêts» comprennent les arbres présents dans les systèmes agroforestiers, dans les fermes et dans les campagnes non boisées.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

5. La FAO a commencé à mettre en œuvre son nouveau cadre stratégique, qui adopte une approche intersectorielle et interdisciplinaire. Il offre une possibilité d'appuyer les stratégies nationales de sécurité alimentaire et de nutrition, en tenant compte des contributions de divers secteurs, dont la foresterie. Les plans de travail comprennent des initiatives régionales liées au Défi Faim zéro pour l'Asie et le Pacifique, l'Amérique Latine et les Caraïbes et l'Afrique.

II. CONTRIBUTION DES FORÊTS ET DES ARBRES HORS FORÊTS POUR FAIRE FACE AU DÉFI FAIM ZÉRO

6. Les forêts et les arbres hors forêts contribuent à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux moyens d'existence, notamment par la fourniture directe d'aliments, de combustible, d'emplois et de revenus en espèces. Ils sont essentiels à la survie des habitants des forêts grâce aux fonctions écologiques qu'ils remplissent (les «services écosystémiques»), telles que le maintien ou la restauration de la fertilité des sols; la protection des bassins versants et des cours d'eau; la fourniture de fourrage pour le bétail; la conservation de la biodiversité et la contribution à l'atténuation du changement climatique.

7. Les forêts et les arbres hors forêts peuvent contribuer aux cinq piliers du Défi Faim zéro:

a) ***Accès à des aliments nutritifs*** – Les forêts et les arbres contribuent directement à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en fournissant divers aliments forestiers et produits des arbres très nutritifs. Ces derniers sont d'importantes sources de vitamines, de fer et d'autres micronutriments essentiels à une alimentation saine. En outre, 2,4 milliards de personnes dans le monde se servent de bois de feu comme combustible de cuisson.

b) ***Permettre à chacun d'accéder à la nourriture dont il a besoin, à tout moment*** – Pendant la plus grande partie de l'année, les personnes qui dépendent des forêts et les éleveurs des zones arides (ainsi que leur bétail) sont tributaires des produits forestiers et des arbres pour se nourrir, ainsi que de nombreuses plantes médicinales pour se soigner et améliorer leur bien-être. Ces populations se tournent aussi vers les aliments sauvages des forêts, lorsque les disponibilités alimentaires se font rares, par exemple à la fin de la saison sèche. Pour contribuer à l'amélioration de leur sécurité alimentaire et de leur nutrition, il est donc essentiel de garantir la sécurité des régimes foncier et forestier, et d'assurer aux pauvres et aux femmes des zones rurales un accès plus équitable aux ressources.

c) ***Garantir la durabilité de tous les systèmes alimentaires*** – les forêts et les arbres hors forêts renforcent la résilience des écosystèmes et par conséquent, la capacité des populations à satisfaire leurs besoins nutritionnels. Ces services écosystémiques apportent des contributions notables, en stabilisant et en facilitant les systèmes de production agricoles, en fournissant un important matériel génétique pour les cultures et le bétail, en absorbant le dioxyde de carbone et en stockant le carbone. En outre, les forêts de mangrove protègent les pêcheries des eaux côtières et des rivières

d) ***Réduire la pauvreté rurale et améliorer le bien-être en augmentant la productivité et les revenus des petits exploitants*** – Les forêts et les systèmes agroforestiers, y compris les systèmes agro-sylvo-pastoraux, fournissent des produits et des services qui permettent aux populations locales, en particulier aux femmes, d'accroître leurs revenus. Dans de nombreux pays, la récolte, la transformation et la commercialisation d'une vaste gamme de produits forestiers, comme les plantes médicinales, les aliments sauvages ou le bois de feu, sont des activités cruciales pour les économies rurales.

e) ***Réduire au minimum les pertes alimentaires*** – Les aliments des forêts et des arbres sont disponibles pendant presque toute l'année, et particulièrement durant les périodes de pénurie. Les populations autochtones et les communautés locales sont détentrices de connaissances traditionnelles impressionnantes sur la récolte, la manutention et la préparation des aliments forestiers et des produits des arbres. Compléter ce savoir traditionnel par des

connaissances scientifiques ouvre des perspectives très intéressantes pour la conservation des aliments provenant des forêts et des arbres.

III. PROBLÈMES PRINCIPAUX

8. Dans de nombreux pays, les stratégies nationales relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition ne prennent pas en compte les multiples contributions des forêts et des arbres hors forêts. L'une des principales raisons à cela est le manque de connaissances et de données sur le rôle des produits forestiers non ligneux, des espèces sauvages et des services écosystémiques forestiers dans la sécurité alimentaire et la nutrition, des informations pourtant indispensables pour faciliter la prise de décision et l'investissement. Des mécanismes devraient être mis en place au niveau international pour guider les pays dans la collecte, l'analyse, l'établissement de rapports et la diffusion des données concernant l'utilisation des PFNL et les services écosystémiques importants pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

9. Compte tenu des multiples dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition, il faut prendre en compte les contributions de divers secteurs tels que l'agriculture, la pêche, et l'élevage. Dans de nombreux pays, les politiques et les programmes sectoriels et intersectoriels relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition présentent des incohérences et des contradictions, ou sont fragmentés.

10. La surexploitation des produits des arbres et des aliments forestiers, y compris la viande de brousse, est un problème grave dans certains pays. La piètre exécution des activités d'utilisation des terres associées par exemple aux modes d'exploitation agricole, forestière et minière non durables et cette surexploitation peuvent avoir des effets cumulés qui entraînent l'appauvrissement des terres et une marginalisation accrue des communautés locales.

11. Les femmes ont généralement une connaissance spécifique des forêts et des arbres, en particulier des différentes espèces, de leurs multiples utilisations, de leur gestion et de leur conservation. Toutefois, le rôle des femmes au sein des chaînes de valeur forestières est souvent insuffisamment soutenu par les décideurs et les prestataires de service. L'appui au développement de petites entreprises forestières dirigées par des femmes, crée des opportunités de revenu qui contribuent à la sécurité alimentaire

IV. LA VOIE À SUIVRE

12. Les participants à la Conférence internationale sur les forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que les délégués des Commissions régionales des forêts ont formulé des recommandations sur les mesures à adopter pour renforcer les contributions des forêts, face au Défi Faim zéro:

a) Adopter une approche intégrée et intersectorielle de la sécurité alimentaire et de la nutrition assurant une harmonisation et une meilleure coordination à l'échelle nationale des politiques et des programmes sectoriels pertinents (notamment sur l'agriculture, les forêts, la faune sauvage, la sécurité alimentaire et la nutrition).

b) Pour pouvoir prendre les décisions sur la base d'éléments concrets, collaborer aux niveaux national et international pour améliorer la collecte et l'analyse des données, l'établissement des rapports et les activités de suivi concernant les PFNL, les services écosystémiques forestiers, la faune et la flore sauvage des forêts, et les autres aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition liés aux forêts.

c) Faire en sorte que les droits des peuples autochtones, des autres communautés locales et des populations marginalisées sur les terres et les ressources forestières soient mieux garantis, de manière à atteindre les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

d) Le renforcement des institutions rurales à assise communautaire améliorera l'accès des populations locales au savoir, au financement, aux marchés, à de meilleurs prix et aux technologies. Cela suppose de fournir un appui pour améliorer les compétences des petits producteurs forestiers dans les domaines de la gestion d'entreprise, des finances et de la planification, et de maximiser les revenus qu'ils tirent d'activités forestières et agroforestières axées sur le marché.

e) La production agricole peut être accrue sans détruire ou dégrader les forêts. La promotion d'initiatives et d'investissements dans le domaine de l'agroforesterie contribuera à améliorer la productivité des terres et les rendements des cultures. En outre, la remise en état des forêts dégradées contribuera à atténuer les effets de la conversion des forêts sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

V. POINTS À EXAMINER

13. Le Comité pourrait souhaiter inviter les pays à:

- élaborer des politiques forestières fondées sur des éléments concrets et profitant à tous, qui prennent en compte le rôle des forêts dans la sécurité alimentaire et la nutrition;
- renforcer leur réponse au Défi Faim zéro en mettant en place des approches intégrées et intersectorielles tenant compte du rôle des forêts et des arbres dans les stratégies et les programmes nationaux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition;
- renforcer les droits d'accès aux ressources forestières et leur gestion par les communautés locales et dépendantes des forêts, grâce à l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale;
- assurer une gestion durable des écosystèmes forestiers, des parcours et des habitats de la faune sauvage et adopter des pratiques propres à renforcer la résilience des systèmes de production alimentaire face à l'évolution des conditions écologiques, économiques, sociales ou politiques;
- promouvoir des politiques propres à augmenter la productivité des petits exploitants pour exploiter pleinement le potentiel des forêts et des arbres hors forêts et améliorer leurs revenus, leur sécurité alimentaire et leur nutrition.

14. Le Comité pourrait recommander à la FAO, dans le contexte de son nouveau cadre stratégique, d'engager des actions pour renforcer ses capacités de suivi, en ce qui concerne la contribution des forêts au Défi Faim zéro aux niveaux régional et mondial, et de renforcer son appui aux pays pour:

- collecter davantage d'informations pour mieux comprendre comment les forêts et les arbres peuvent aider à relever le Défi Faim zéro, en adoptant des politiques nationales intersectorielles plus inclusives et en facilitant l'échange d'expériences lors des prochains forums mondiaux, tels que la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), l'Exposition universelle Milan 2015, le Congrès mondial sur les parcs 2014 et le Congrès forestier mondial 2015;
- favoriser un équilibre approprié entre la conservation des forêts, l'approvisionnement durable et l'expansion des terres cultivées, compte tenu de la contribution cruciale qu'apportent les forêts et les espèces sauvages pour relever le Défi Faim zéro;
- élaborer des mécanismes pour améliorer la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports relatifs au rôle des forêts dans la sécurité alimentaire et la nutrition;

- renforcer les capacités d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de politiques forestières fondées sur des éléments concrets, d'investissements et de programmes prenant en compte le rôle des forêts dans l'éradication de la faim.